

## RÉSUMÉ.

### **Textes proposés à l'usage des Etats-Unis en cas de recours à la force militaire: objectifs généraux et politiques générales**

La notion tenace selon laquelle nos concepts moraux ou notre conception de la moralité peuvent être intégrés dans les méthodes utilisées par les états en vue de réduire ou de minimiser la destruction de valeurs en temps de guerre, recueillait déjà l'adhésion des Pères de l'Eglise catholique romaine dans le cadre de la doctrine de la guerre juste. Saint Augustin et son mentor, saint Amboise de Milan, affirmaient que les guerres étaient inévitables. Ils déclaraient que l'instrument indispensable à la poursuite de ces guerres devait être conçu en vue d'atteindre les objectifs des peuples chrétiens et que la doctrine pouvait contribuer à la réalisation de ces objectifs, exclusivement à la disposition des pays chrétiens, était la doctrine de la guerre juste. Ils prétendaient que les guerres justes étaient celles menées par les peuples chrétiens contre tous les peuples non-chrétiens.

La doctrine de la guerre juste et ses composantes furent continuellement peaufinées au cours de l'histoire. C'est ainsi que la doctrine devint une stratégie des élites militaires des états ou royaumes européens les plus puissants. Les peaufinages de la doctrine coïncidèrent avec l'évolution de la doctrine militaire s'accompagnant de technologies militaires en progression rapide et de développements organisationnels dans la conduite des opérations militaires. La doctrine tendait à être le reflet des élites militaires des états les plus puissants. Alors qu'elle offrait une protection humanitaire et qu'elle se préoccupait d'objectifs humanitaires, une évaluation des faits permet de conclure qu'elle servait plus particulièrement le pouvoir des états les plus puissants. Au cours de son évolution, ce sont les pratiques du plus fort parmi les belligérants qui prédominaient la doctrine, qui se développa au cours de ces périodes, était généralement dénuée de caractère officiel: à l'instar du droit international coutumier, elle résultait des pratiques nationales et de l'assimilation des enseignements tirés des expériences et des pratiques militaires. Au cours de l'histoire récente, les pratiques des militaires et des belligérants tendaient à intégrer l'application du droit international et du droit de la guerre, afin de réglementer les opérations et d'assurer un critère minimum de comportement humain en temps de guerre.

La formulation de la doctrine officielle — à savoir la doctrine écrite et les enseignements écrits — comprenait la doctrine et la stratégie militaires des états. Sous sa forme écrite, la doctrine de la guerre juste, tout comme la doctrine en général, constituait une orientation et non une directive. C'est pourquoi elle préconisait la mise sur pied de contrôles officiels — en partie, en vertu du droit divin — et les indications qu'elle renfermait visaient en particulier à nous expliquer comment engager le combat, en quoi consistaient les règles d'engagement qui devraient nous guider dans des situations spécifiques sur le champ de bataille ainsi que la politique et les principes de mise en œuvre contribuant à donner une plus grande certitude au droit régissant la conduite d'opérations militaires. Elle faisait appel à la dimension morale en tant que composante de la réglementation et des pratiques escomptées.

Le 28 novembre 1984, le Secrétaire américain à la Défense, Casper Weinberger, qui était parfaitement conscient de l'évolution historique des notions de guerre juste, proposa devant la presse américaine à Washington (National Press Club) qu'une orientation de la politique fût formulée et appliquée ultérieurement par le pouvoir exécutif aux opérations impliquant un déploiement de forces armées américaines à l'étranger. L'intention de Weinberger n'était pas d'échapper au contrôle de la doctrine : il se basait sur l'ancien point de vue selon lequel la doctrine constituait une orientation et non une directive et que les critères et la doctrine qu'il proposait devaient servir d'indications aux responsables chargés de la mise au point des notions plus spécifiques de la doctrine qui interviennent dans les opérations militaires en cas de guerre et qui étaient les règles d'engagement.

Weinberger proposa six critères qu'il recommanda à titre d'orientation de la politique, à savoir une orientation destinée d'une part aux commandants des forces armées américaines et d'autre part aux commandants des forces armées d'autres Etats qui devront probablement les prendre en compte et les adopter. En vertu de ses propres termes, la doctrine présupposait qu'il était utile pour les Etats de s'imposer unilatéralement les normes humanitaires effectives relatives à l'emploi de leurs forces armées. Elle présupposait également que les adversaires dans un conflit armé, informés de la doctrine, en feraient autant en adaptant des normes similaires.

Les critères de Weinberger auraient peut-être un impact plus grand s'ils se limitaient à des objectifs humanitaires et s'ils se défaisaient des critères de la guerre juste axés sur la puissance pour se concentrer sur des critères offrant une plus grande probabilité de réussite sur le plan des objectifs humanitaires. Les puissances belligérantes dans un conflit assument une image de droiture. Elles insistent sur le fait d'être des nations humanitaires poursuivant des objectifs humanitaires. Certaines de ces prétentions sont traitées et reprises dans les Conventions de Genève de 1949 et dans les Protocoles de 1977. Nonobstant le fait de s'être engagées à poursuivre des objectifs humanitaires, les puissances belligérantes continuent forcément les hostilités dans le but de détenir le pouvoir : les Etats qui gagnent les batailles et, en fin de compte, la guerre, gardent dans une large mesure les fondements de leur pouvoir intacts. S'ils ont pu réaliser cet objectif en invoquant la doctrine de la guerre juste, tant mieux pour eux : leur image de marque ne s'en verra que valorisée. Les résultats des derniers conflits semblent indiquer que même cette affirmation de pouvoir sur le champ de bataille peut être neutralisée par l'absence de vainqueurs ou par le fait que les objectifs militaires peuvent être atteints mais qu'il n'en va pas de même pour les objectifs politiques.

L'application de principes en droit, par opposition à leur application dans le but d'orienter l'appréciation ou le jugement a été revue intégralement. Le champ de controverse général est par conséquent celui du contrôle exercé en vertu du droit. L'efficacité du contrôle des principes légaux dépend des réactions appropriées de l'instance chargée de ces contrôles. Dans le meilleur des cas, ces principes sont formulées en termes ambigus et visent tout au plus à inculquer une mentalité chez les élites de commandement et de contrôle. Les choses se précisent sur base de l'expérience du chef militaire, des combats et de l'examen critique des enseignements de la doctrine. La même formule générale est appliquée ici, qu'il s'agisse de principes destinés à l'appréciation ou à l'orientation ou de principes sur lesquels nous fondons nos règles de droit. Les études menées en vue de trouver l'élément principal contribuant à gagner les batailles et les guerres indiquent que parmi tous les clichés se rapportant aux victoires militaires, il faut incontestablement donner le plus de poids à la supériorité au niveau du commandement militaire et des commandants militaires.

Le commandement militaire attache énormément d'importance à l'expérience ou du moins à l'assimilation des impacts de l'expérience. C'est ainsi que la guerre dans l'espace a donné si peu sur le plan de la pratique militaire que les principes et la doctrine relatifs à ce type de guerre sont actuellement présentés au stade initial de leur développement. La question soulevée dans chacun de ces contextes consiste à savoir qui décide, c'est-à-dire qui interprète, applique, modifie, invoque, dénonce et fait respecter les principes. La réponse à cette question détermine qui contrôle, en vertu du droit ou non. Cette réponse se manifeste, que la question soit posée en temps de paix ou de guerre.

---

## SAMENVATTING.

### **Teksten voorgesteld voor toepassing door de Verenigde Staten in geval van gebruik van militair geweld : algemene doelstellingen en algemeen beleid**

De hardnekkige idee, dat onze morele denkbeelden of opvatting ingang kunnen vinden in wat de staten doen om de teloorgang van waarden ten tijde van oorlog af te remmen of te minimaliseren werd reeds in de « rechtvaardige oorlogdoctrine » door de Rooms-katholieke Kerkvaders voorgestaan. St.-Augustinus en zijn mentor, St.-Ambrosius van Milaan, stelden dat oorlogen onvermijdelijk waren. Zij beweerden dat het benodigde instrumentarium voor het voeren van deze oorlogen moest worden ontworpen om de doelstellingen van de christelijke volkeren te bereiken en dat de doctrine — uitsluitend ten gebuike van de christelijke landen — die bij het bereiken van deze doelstellingen kon helpen de « rechtvaardige oorlogdoctrine » was. Zij voerden aan dat de oorlogen, die door christelijke volkeren tegen alle niet-christelijke volkeren werden gevoerd, rechtvaardige oorlogen waren.

De doctrine van de rechtvaardige oorlog en haar grondslagen werden in de loop van de geschiedenis voortdurend bijgeschaafd. De doctrine werd aldus tot strategie van de militaire elite van de machtigste Europese staten of koninkrijken. De verfijning van de doctrine viel samen met de nieuwe ontwikkelingen in de militaire doctrine, die het gevolg waren van de snelle vooruitgang op het gebied van de militaire technologie en de betere organisatie op het stuk van de oorlogvoering. De doctrine was vaak een afspiegeling van wat de militaire elite van de machtigste staten dacht. Hoewel zij humanitaire bescherming verleende en humanitaire doelstellingen nastreefde, tonen de feiten aan dat zij meer in het bijzonder ten dienste stond van de machtsbasis in de meest invloedrijke staten. In de loop van haar ontwikkeling was de manier van handelen van de sterkste onder de oorlogvoerende partijen doorslaggevend. De doctrine die tijdens deze periode tot stand kwam was in de regel niet officieel; net als het internationale gewoonterecht was zij het uitvloeisel van de staatspraktijk en van het verwerken van de lering die uit de militaire ervaring en praktijk werd getrokken.

In de loop van de recente geschiedenis streefden de militairen en de oorlogvoerende partijen ernaar bij hun optreden rekening te houden met het internationale recht en het oorlogsrecht teneinde de operaties aan bepaalde regels te onderwerpen en een minimumnorm inzake humaan gedrag in oorlogstijd te waarborgen. De verwoording van de officiële doctrine, d.w.z. de geschreven doctrine en de geschreven leer, omvatte de militaire doctrine en de strategie van de staten. De op schrift gestelde doctrine van de rechtvaardige oorlog diende, zoals de doctrine in het algemeen, als leidraad en niet als richtlijn. Zij bevatte dan ook aanbevelingen voor de uitwerking van een officieel controlesysteem — deels op grond van het goddelijk recht — en de aanwijzingen die erin voorkwamen hadden inzonderheid het doel ons duidelijk te maken hoe de oorlogshandelingen te beginnen, welke inzetregels als leidraad moeten dienen in specifieke omstandigheden op het slagveld en welk beleid en welke principes moeten worden gevolgd om zekerheid te verlenen aan het recht dat voor het voeren van militaire operaties geldt. Het morele aspect werd erbij betrokken als bestanddeel van de reglementering en de praktijken die men voor ogen had.

De Minister van Defensie van de Verenigde Staten, Caspar Weinberger, die duidelijk wist hoe de ideeën van de rechtvaardige oorlog zich hadden ontwikkeld, kwam op 28 november 1984 voor de National Press Club in Washington met het voorstel een politieke beleidslijn op te stellen, die daarna door de uitvoerende macht moest worden toegepast op operaties waarbij Amerikaanse strijdkrachten in het buitenland zouden worden ingezet. Weinberger had niet de bedoeling om de controle van de doctrine te omzeilen: hij baseerde zich op het aloude standpunt dat de doctrine een leidraad en geen richtlijn was en dat de criteria en doctrine die hij voorstelde als leidraad moesten dienen voor diegenen die moeten zorgen voor de nadere uitwerking van de doctrine op het stuk van de militaire operaties in geval van oorlog waarop de inzetregels berusten.

Weinberger beval bij wijze van politieke richtsnoer zes criteria aan, meer bepaald een richtsnoer voor de bevelhebbers van de Amerikaanse strijdkrachten, maar ook voor de bevelhebbers van de strijdkrachten van andere staten, die er waarschijnlijk rekening mede zullen moeten houden en ze aannemen. Deze doctrine impliceerde op grond van haar eigen bewoordingen dat de staten er het best mee gediend zouden zijn, wanneer zij zichzelf eenzijdig werkzame humanitaire normen zouden opleggen met betrekking tot het gebruik van militair geweld. Zij impliceerde tevens dat de tegenstanders in een militair conflict, als zij op de hoogte zijn van de doctrine, hetzelfde zouden doen doordat zij gelijkaardige normen zouden hanteren.

De criteria van Weinberger zouden wellicht een grotere weerklank vinden, indien zij alleen humanitaire oogmerken zouden nastreven en de op macht gebaseerde criteria van de rechtvaardige oorlog zouden laten vallen ten voordele van criteria waarvan men mag aannemen dat zij meer kansen bieden om de humanitaire doelstellingen te bereiken. De partijen bij een conflict meten zichzelf een imago van rechtschapenheid toe. Zij houden vol dat zij humanitaire gerichte naties zijn die humanitaire doeleinden nastreven. Sommige van deze aanspreken zijn aan de orde gesteld en opgenomen in de Conventies en Protocollen van Genève van respectievelijk 1949 en 1977. Doch niettegenstaande zij zich ertoe hebben verbonden humanitaire oogmerken na te streven, gaan zij uiteraard door met oorlog voeren om de macht. Staten die de veldslagen en uiteindelijk de oorlog winnen houden de grondslagen van hun macht grotendeels ongeschonden. Deden zij dat door zich op de doctrine van de rechtvaardige oorlog te beroepen, des te beter, want het is ten goede gekomen aan hun imago. Uit de resultaten van recente oorlogen blijkt dat zelfs dit overwicht op het slagveld teniet kan worden gedaan door het feit dat er geen winnaars zijn of dat het militaire doel misschien wel bereikt werd, maar het politieke niet.

De aanwending van beginselen in het recht, in tegenstelling tot hun aanwending als richtsnoer om een beslissing te nemen of een oordeel te vellen, werd volledig herzien. De discussie wordt dus in het algemeen gevoerd omtrent de controle die krachtens het recht wordt uitgeoefend. Of de controle op de wettelijke beginselen doeltreffend is hangt af van het feit of de instantie die met de controle belast is op passende wijze reageert. Deze beginselen worden in het gunstigste geval vaag geformuleerd en beoogen hoogstens de elite, die beveelt en controleert, een mentaliteit bij te brengen. Zij worden uitgewerkt aan de hand van de ervaring van de militaire chef, de gevoerde strijd, alsook het kritische onderzoek van wat de doctrine leert. Dezelfde algemene formule wordt hier toegepast, ongeacht of het gaat om beginselen die als richtsnoer om te beslissen moeten dienen dan wel om beginselen die aan onze rechtsregels ten grondslag liggen.

Uit de studies die worden verricht om de belangrijkste factor aan te wijzen die bij het winnen van veldslagen en oorlogen speelt, zal blijken dat de grotere bekwaamheid van het bevelhebberschap en van de militaire chefs ongetwijfeld de doorslag geeft. Bij de militaire bevelvoering wordt veel belang gehecht aan ervaring of aan de lering die uit de ervaring wordt getrokken. De oorlog in de kosmische ruimte heeft op militair gebied praktisch gezien zo weinig opgeleverd dat de beginselen en de doctrine, die met betrekking tot dit soort oorlogvoering worden voorgesteld, zich pas in hun allereerste ontwikkelingsstadium bevinden. Binnen iedere context rijst de vraag wie beslist, d.w.z. wie interpreteert de beginselen, past ze toe, wijzigt ze, beroept er zich op, geeft ze op en legt ze op. Het antwoord op deze vraag bepaalt wie — al dan niet rechtshalve — de controle uitoefent. Deze vraag wordt beantwoord, ongeacht of ze in vredetijd of in oorlogstijd wordt opgeworpen.

---

## ZUSAMMENFASSUNG:

### **Im Falle militärischer Gewaltwendung den Vereinigten Staaten zur Umsetzung in die Praxis Vorgeschlagene Texte: Allgemeine Zielsetzungen und allgemeine Politik**

Die hartnäckige Idee, wonach unsere Moralbegriffe bzw.-vorstellungen in die Verfahren eingegliedert werden könnten, deren sich die Staaten bedienen, um die Zerstörung von Werten in Kriegszeiten einzuschränken bzw. auf ein Minimum zu reduzieren, fand in der «Lehre vom Gerechten Krieg» bereits bei den Römisch-Katholischen Kirchenvätern Zustimmung. Augustinus und sein Mentor, Ambrosius von Mailand vertraten den Standpunkt, daß Kriege unvermeidlich seien. Die versicherten, daß das erforderliche Instrumentarium zum Führen dieser Kriege dazu konzipiert sein müße, die Ziele der christlichen Völker zu erreichen und daß die Lehre — zur ausschließlichen Verfügung der christlichen fänder —, die zur Verwirklichung dieser Ziele hertragen könne, die «Lehre vom Gerechten Krieg» sei. Sie behaupteten, daß die von christlichen Völkern gegen alle nichtchristlich Völker geführten Kriege gerechte Kriege seien.

Die Lehre vom Gerechten Krieg und ihre Komponenten wurden im Laufe der Geschichte ständig verfeinert. Die Lehre wurde so zur Strategie der militärischen Elite der mächtigsten europäischen Staaten bzw. Königreiche. Die Verfeinerung der Lehre fiel mit den neuen Entwicklungen in der militärischen Lehre zusammen, die auf die raschen Fortschritte der militärischen Technologie und die organisatorischen Verbesserungen im Bereich der Kriegsführung zurückzuführen waren. Die Lehre war häufig die Widerspiegelung des Denkens der militärischen Elite der mächtigsten Staaten. Obwohl die humanitären Schutz bot und sich sehr mit humanitären Zielen beschäftigte, läßt eine Beurteilung der Tatsachen darauf schließen daß sie besonders der Macht einflußreichsten Staaten diene. Im Laufe ihrer Entwicklung überwiegte das Vorgehen des Stärksten unter den kriegführenden Parteien. Die Lehre, die während dieser Zeiten entstand, halte in der Regel keinen offiziellen Charakter: genau wie das Völkergewohnheitsrecht ergab sie sich aus der staatenpraxis und der Verarbeitung der Lehren, die aus den militärischen Erfahrungen und Vergleichen gezogen wurde.

Im Laufe der jüngsten Geschichte tendierten die Verfahren der Militärs und der kriegführenden Parteien dahin, die Anwendung des Völkerrechts und des Kriegsvölkerrechts zu berücksichtigen, um damit Regeln für die Operationen festzusetzen und eine Mindestnorm für humanes Verhalten in Kriegszeiten sicherzustellen. Die Formulierung der offiziellen Lehre — d.h. geschriebene Lehre und geschriebene Belehrungen — umfaßte die militärische Lehre und Strategie der Staaten. Die schriftlich abgefaßte Lehre vom Gerechten Krieg wie die Lehre im allgemeinen stellte eine Orientierung aber keine Richtlinie dar. Daher befürwortete sie die Einrichtung eines offiziellen Kontrollsystems — teils aufgrund des göttlichen Rechtes — und die Hinweise, die sie enthielt, zielten insulandere darauf ab, uns zu erklären, wie der Kampfeingeleitet werden sollte, worin die Einsatzregeln bestehen würden, an denen wir uns bei bestimmten Situationen auf dem Gefechtsfeld zu orientieren haben, und welche Prinzipien zu befolgen sind, damit dem für das Führen militärischer Operationen geltenden Recht mehr Gewißheit verliehen wird. Der moralische Aspekt wurde dabei als Komponente der Reglementierung und der erhofften Praktiken herangezogen.

Der Verteidigungsminister der Vereinigten Staaten, Caspar Weinberger, der sich der historischen Entrücklung der Ideen des Gerechten Krieges vollkommen bewußt war, machte am 28. November 1984 vor dem National Press Club in Washington den Vorschlag, daß eine politische Orientierung formuliert werde, die späterhin von der Exekutive auf Operationen mit Beteiligung amerikanischer Streitkräfte an Einsätzen im Ausland durchgeführt werden müsse. Es war nicht Weinbergers Absukt, die Kontrolle der Lehre zu umgehen: er stützte sich auf die althergebrachte Meinung, wonach die Lehre eine Orientierung und keine Richtlinie darstelle, und darauf, daß die von ihm vorgeschlagenen Kriterien und vorgeschlagene Lehre als Anhaltspunkte denjenigen dienen sollten, die sich damit beschäftigen, die näheren Begriffe zur Lehre, welche im Krieg bei den militärischen Operationen eine Rolle spielen und den Einsatzregeln zugrundeliegen, zu formulieren.

Weinberger schlug sechs Kriterien vor, die als politische Orientierung empfahl, und zwar eine Orientierung für die Befehlshaber der amerikanischen Streitkräfte aber auch eine Orientierung für die Befehlshaber der Streitkräfte anderer Staaten, die sie wahrscheinlich werden berücksichtigen und annehmen müssen. Diese Lehre setzte nach ihrem eigenen Wortland voraus, daß es den Staaten sehr nütze, wenn sie sich selbst die wirksamen humanitären Normen in bezug auf militärische Gewaltanwendung einseitig auferlegten. Sie setzte ebenfalls voraus, daß die Gegner in einem militärischen Konflikt, wenn über die Lehre informiert, dasselbe tun würden, indem sie ähnliche Normen durchführten.

Weinbergers Kriterien würden vielleicht größeren Anklang finden, wären sie auf humanitäre Ziele beschränkt und die auf Macht basierenden Kriterien des Gerechten Krieges losgeworden und durch Kriterien ersetzt, die größere Chancen aufs Erreichen der humanitären Ziele bieten. Die kriegsführenden Parteien wollen alle nach außen hin die Rechtschaffenheit verkörpern. Sie bestehen darauf, daß sie humanitär ausgerichtete Nationen seien, die humanitäre Ziele verfolgten. Einige dieser erhobenen Ansprüche sind in den Genfer Abkommen von 1949 und in den Protokollen von 1977 erwähnt und festgelegt. Doch ungeachtet der eingegangenen Verpflichtung, humanitäre Ziele zu verfolgen, setzen die kriegsführenden Parteien die Feindseligkeiten zwangslänglich zum Zwecke der Macht fort: Staaten, die die Schlachten und letztendlich den Krieg gewinnen, halten die Grundlagen ihrer Macht weitgehend unangetastet. Haben sie das unter Berufung auf die Lehre vom Gerechten Krieg erziehen können, dann um so laßer für sie, denn ihr Image wird sich dadurch verbessert haben. Die Resultate der jüngsten Kriege deuten darauf hin, daß selbst dieses Übergewicht auf dem Gerechtfeld durch das Fehlen von Siegen aufgehoben werden kann oder dadurch, daß die militärischen Ziele möglicherweise erreicht sind, die politischen Ziele dagegen nicht.

Die Anwendung von Prinzipien dem Recht nach, im Gegensatz zu deren Anwendung als Richtschnur des Ermessens bzw. des Urteils, ist ausführlich überprüft worden. Die Diskussion wird also allgemein rund um die dem Recht nach ausgeübte Kontrolle geführt. Die Effektivität der Kontrolle über die Rechtsgrundsätze hängt von den geeigneten Reaktionen der Kontrollinstanz ab. Diese Prinzipien werden bestenfalls vage formuliert und zielen höchstens darauf ab, der kommandierenden und kontrollierenden Ehte eine Mentalität bei zubringen. Es ergibt sich Klareres aus der Erfahrung des militärischen Führers, den geführten Kämpfen und der kritischen Prüfung dessen, was die Lehre vermittelt. Die gleiche allgemeine Formel wird hier angewandt, einerlei, ob es um Prinzipien geht, die als Anhaltspunkte fürs Ermessen bzw. für die Orientierung dienen oder um Prinzipien, die unseren Rechtsregeln zugrundeliegen.

Die Studien zur Identifizierung des beim Gewinn von Schlachten und Kriegen am meisten mitwirkenden Faktors zeigen auf, daß der Überlegenheit hinsichtlich der militärischen Führung und der militärischen Führer zweifellos das Größte Gewicht beizumessen ist. Erfahrung oder zumindest die Verarbeitung der Konsequenzen dieser Erfahrung hat hohen Wert für die militärische Führung. Folglich hat der Krieg im Weltraum auf dem Gebiet der militärischen Führung so wenig gebracht, daß die Prinzipien und die Lehre im Zusammenhang mit dieser Art von Kriegführung sich zur Zeit erst in den frühesten Stufen ihrer Entwicklung befinden. Es erhebt sich in jeder dieser Kontexte die Frage, wer entscheide, d.h. wer die Prinzipien interpretiere, sie anwende, sie ändere, sich auf die helfe, sie kündige und für ihre Einhaltung sorgē. Die Antwort auf diese Frage bestimmt wer — dem Recht nach odernicht — die Kontrolle ansüht. Diese Frage wird beantwortet, einerlei ob sie in Friedens — oder Kriegszeiten aufgeworfen wird.

RIASSUNTO.

**Testo proposto per l'utilizzazione negli Stati Uniti  
in caso di ricorso alla forza militare:  
obiettivi generali e politiche generali**

La concezione persistente secondo la quale i nostri concetti morali o la nostra idea della moralità possono essere integrati nei metodi utilizzati dagli Stati al fine di ridurre o minimizzare la perdita di valori in tempo di guerra, raccoglieva già l'adesione dei Padri della Chiesa cattolica romana nel quadro della dottrina della guerra giusta. Sant'Agostino e il suo mentore, Sant'Ambrogio da Milano, affermavano che le guerre erano inevitabili. Dichiaravano che lo strumento indispensabile per la condotta della guerra doveva essere concepito nella prospettiva del raggiungimento degli obiettivi dei popoli cristiani e che la dottrina che poteva contribuire alla realizzazione di tali obiettivi, esclusivamente nella prospettiva dei Paesi cristiani, era la dottrina della guerra giusta. Pretendevano che le guerre giuste erano quelle mosse dai popoli cristiani contro i popoli non cristiani.

La dottrina della guerra giusta e i principi che ne derivavano furono continuamente rielaborati nel corso della storia. E' così che la dottrina divenne una strategia delle « élites » militari degli Stati o reami europei più potenti. Gli adeguamenti della dottrina coincisero con l'evoluzione della dottrina militare unitamente alla rapida evoluzione delle tecnologie militari e allo sviluppo organizzativo nella condotta delle operazioni militari. La dottrina tendeva a riflettere l'orientamento delle « élites » militari degli Stati più potenti. Nel momento in cui essa offriva una protezione umanitaria e si preoccupava degli obiettivi umanitari, la valutazione dei fatti permette di concludere che in realtà essa era, in particolare, funzionale al potere degli Stati più potenti. Nel corso della sua evoluzione, sono le prassi del più forte fra i belligeranti ad influenzare principalmente la dottrina, che si sviluppa nel corso di tali periodi ed era generalmente priva di carattere ufficiale: al sorgere del diritto internazionale consuetudinario, essa risultava dalle prassi nazionali e dalla elaborazione degli insegnamenti tratti dalle esperienze e prassi militari.

Nel corso della storia recente, le prassi dei militari e dei belligeranti tendevano a integrare l'applicazione del diritto internazionale e del diritto di guerra, al fine di regolamentare le operazioni e di assicurare un criterio minimo di comportamento umanitario in tempo di guerra. La formulazione della dottrina ufficiale — ovvero la dottrina scritta e gli insegnamenti scritti — comprendeva la dottrina e la strategia militare degli Stati. Nella sua forma scritta, la dottrina della guerra giusta, così come la dottrina in generale, costituiva un orientamento e non una direttiva. E' per questo che essa preconizzò la predisposizione di controlli ufficiali — in parte, in virtù del diritto divino — e le indicazioni che essa ribadiva miravano in particolare a spiegare come affrontare il combattimento, in che consistevano le regole che dovevano guidarci nelle situazioni specifiche sul campo di battaglia, così come la politica e i principi da applicare per contribuire a dare la maggiore certezza al diritto che regolava la condotta delle operazioni militari. Essa faceva appello alla dimensione morale quale componente della regolamentazione e delle prassi.

Il 28 novembre 1984, il Segretario americano alla Difesa, Caspar Weinberger, che era perfettamente cosciente della evoluzione storica della nozione della guerra giusta, propose dinanzi alla stampa americana a Washington (National presse club) che fosse formulato un orientamento politico, da applicare da parte del potere esecutivo alle operazioni che implicano l'impiego delle forze armate americane all'estero. L'intenzione di Weinberger non era di sfuggire al controllo della dottrina: si basava sull'antico punto di vista secondo il quale la dottrina costituiva un orientamento e non una direttiva e che i criteri e la dottrina che egli proponeva dovevano servire ad offrire indicazioni ai responsabili incaricati della messa a punto delle nozioni più specifiche da utilizzare nelle operazioni militari in caso di guerra.

Weinberger propose sei criteri che raccomandò a titolo di orientamento per la politica, un orientamento destinato da una parte ai comandanti delle forze armate americane e dall'altra parte ai comandanti delle forze armate degli altri Stati che dovranno probabilmente prenderli in considerazione ed adottarli. Negli stessi termini in cui è posta, la dottrina presupponeva che era utile per gli Stati imporre unilateralmente le norme umanitarie effettive relative all'impiego delle loro forze armate. Essa presupponeva ugualmente che gli avversari in un conflitto armato, informati della dottrina, avrebbero fatto altrettanto adottando norme analoghe.

I criteri di Weinberger avrebbero forse un impatto maggiore se si limitassero agli obiettivi umanitari e se escludessero i criteri della guerra giusta fondati sulla potenza, per concentrarsi su criteri che possano offrire una maggiore probabilità di riuscita sul piano degli obiettivi umanitari. Le potenze belligeranti in un conflitto assumono una immagine di rispetto del diritto. Insistono sul fatto di essere nazioni umanitarie che perseguono obiettivi umanitari. Alcune di queste pretese sono considerate e riprese nelle Convenzioni di Ginevra del 1949 e nei Protocolli del 1977. Nonostante il fatto di essersi impegnati a perseguire obiettivi umanitari, le potenze belligeranti continuano con forza le ostilità allo scopo di mantenere il potere: gli Stati che vincono le battaglie e, in fin dei conti, la guerra, vedono in larga misura i fondamenti del loro potere intatti. Se essi hanno potuto realizzare questo obiettivo invocando la dottrina della guerra giusta, tanto meglio per essi: la loro immagine ne sarà solo valorizzata. I risultati degli ultimi conflitti sembrano indicare che questa stessa affermazione sul campo di battaglia può essere neutralizzata dall'assenza di vincitori o dal fatto che gli obiettivi militari possono essere raggiunti ma che non è la stessa cosa per gli obiettivi politici.

L'applicazione dei principi di diritto, in contrasto con la loro applicazione nello scopo di orientare la valutazione o il giudizio, è stata integralmente rivista. Di conseguenza le maggiori controversie concernono il controllo esercitato in virtù del diritto. L'efficacia del controllo dei principi legali dipende dalle reazioni adeguate dell'autorità incaricata dei controlli. Nel migliore dei casi, tali principi sono formulati in termini ambigui e mirano tutt'al più a formare una mentalità presso chi esercita funzioni di comando o di controllo. Una ulteriore precisazione può avvenire sulla base dell'esperienza del capo militare, dei combattimenti e dell'esame critico degli insegnamenti della dottrina. La stessa formula generale è applicata, sia che si tratti di principi destinati alla valutazione o all'orientamento, sia che si tratti di principi sui quali fondiamo le regole di diritto. Gli studi condotti al fine di trovare l'elemento principale che contribuisce a vincere le battaglie e le guerre indicano che fra tutti i criteri di valutazione riferibili alle vittorie militari, occorre incontestabilmente attribuire il peso maggiore alla superiorità a livello di comando militare e di comandanti militari.

Il comando militare aumenta enormemente di importanza in considerazione dell'esperienza o almeno alla assimilazione degli effetti dell'esperienza. E' così che la guerra nello spazio ha dato così poco sul piano della pratica militare che i principi e la dottrina relativi a questo tipo di guerra sono attualmente presentati allo stadio iniziale del loro sviluppo. La questione sollevata in ciascun contesto consiste nel sapere chi decide, ovvero chi interpreta, applica, modifica, invoca, denuncia e fa rispettare i principi. La risposta a tale questione determina chi controlla — in virtù del diritto o no. Tale risposta rileva, sia che la questione sia posta in tempo di pace, che in tempo di guerra.

---

## RESUMEN:

### **Textos propuestos para uso de los Estados Unidos en caso de recurso a la fuerza militar: objetivos generales y políticas generales**

La noción persistente de que nuestros conceptos morales o nuestra concepción de la moralidad puedan ser asimilados en los métodos utilizados por los estados a fin de reducir o minimizar la destrucción de valores en tiempo de guerra, conseguía ya la adhesión de los Padres de la Iglesia Católica romana en el marco de la « doctrina de la guerra justa ». S. Agustín y su mentor, S. Ambrosio de Milán argüían de las guerras inevitables. Declaraban que el instrumento necesario para hacer esas guerras debía ser elaborado con el fin de alcanzar los objetivos de las poblaciones cristianas. La doctrina que pueda contribuir a la realización de estos objetivos, exclusivamente bajo el mando de los países cristianos, era la doctrina de la guerra justa. Afirmaban que las guerras justas eran las de las poblaciones cristianas contra todas las poblaciones no cristianas.

La doctrina de la guerra justa y sus componentes han sido constantemente afinado a lo largo de los siglos. De esta manera se ha convertido en una estrategia de las elites militares, de los estados o los reinos europeos más poderosos. Este afinamiento coincidía con la evolución de la doctrina militar, el progreso de las nuevas tecnologías militares y la evolución organizacional de la conducción de las operaciones militares. La doctrina tendía a reflejar las elites militares de los estados más poderosos. Mientras que ofrecía una protección humanitaria y que se preocupaba de objetivos humanitarios, se dependía de una evaluación de los hechos que servía más particularmente el poder de los estados más poderosos. En el curso de su evolución prevalecían las prácticas del más poderoso entre los beligerantes. La doctrina que se desarrollaba durante estos períodos era generalmente informal: tanto como el derecho internacional consuetudinario resultaba de prácticas nacionales y de la asimilación de la enseñanza de las experiencias y las prácticas militares.

Durante la historia reciente las prácticas de los militares y de los beligerantes tendieron a respetar el derecho internacional y el derecho de la guerra para regular las operaciones y asegurar un criterio mínimo de comportamiento humano en tiempo de guerra. La articulación en una doctrina formal, a saber la doctrina consignada y las enseñanzas escritas, incluía la doctrina militar y la estrategia de los estados. En su forma escrita, la doctrina de la guerra justa tanto como la doctrina en general, constituían una orientación y no una directiva. Por eso, patrocinaba la organización de controles oficiales, en parte en virtud del derecho divino, y su orientación pretendía particularmente explicarnos cómo iniciar el combate, en qué consistirían las reglas de enfrentamiento que tengan que guiarnos en las situaciones específicas de los campos de batallas así como la política y los principios de operacionalidad para afirmar el derecho de la conducción de operaciones militares. Invocaba la dimensión moral como componente de la reglamentación et de las prácticas esperadas.

El 28 de noviembre de 1984, el secretario norte americano de Defensa, Caspar Weinberger, perfectamente consciente de la evolución histórica de la noción de guerra justa, propuso ante la prensa americana en Washington (National Press Club) que una orientación de la política fuese formulada y aplicada ulteriormente por el poder ejecutivo a las operaciones implicando un despliegue de las fuerzas militares americanas en el extranjero. La intención de Weinberger no era de eludir el control de la doctrina: se basaba en el punto de vista existente desde hace mucho años que la doctrina constituía una orientación y no una directiva y que los criterios y la doctrina que proponía, tenían que interpretarse como indicaciones para los responsables encargados de la elaboración de las nociones más específicas de la doctrina que intervenían en las operaciones militares en caso de guerra o que sustentaban las reglas de enfrentamiento.

Weinberger propuso seis criterios que recomendaba como orientación política — a saber una orientación dirigida por una parte a los mandos de las fuerzas armadas americanas y por otra parte probablemente a los mandos de las fuerzas armadas de otros estados que tengasen que tomarlas en cuenta y adoptarlas. Por sus propios términos la doctrina suponía que sería más útil para los estados de imponerse unilateralmente las normas humanitarias efectivas en cuanto al empleo de sus fuerzas armadas. Suponía también que los adversarios en un conflicto armado, informados de la doctrina, actuarían de manera semejante adoptando normas similares.

Puede ser que los criterios de Weinberger tengan más impacto si se limitaran a objetivos humanitarios y si abandonaran los criterios de la guerra justa orientados hacia el poder, para centrarse en criterios que ofrezcan una probabilidad de éxito más grande en lo que se refiere a los objetos humanitarios. Las potencias beligerantes en un conflicto armado presentan una imagen de rectitud. Encarecen su cualidad de naciones humanitarias que prosiguen con objetivos humanitarios. Unas de estas pretensiones han sido tratado e insertado en los Convenios de Ginebra de 1949 y en los Protocolos de 1977. No obstante el hecho de que se hayan comprometido a proseguir con objetivos humanitarios, las Potencias beligerantes continúan forzosamente las hostilidades con el fin de detener el poder: los estados que ganan la batalla y a fin de cuentas la guerra mantienen en gran medida intactos los fundamentos de su poder. Si han podido realizar este objetivo invocando la doctrina de la guerra justa, mejor: su imagen saldrá tanto más valorizada. Los resultados de los últimos conflictos tienden a indicar que se pueda neutralizar hasta esta afirmación en los campos de batalla por el hecho que no hayan vencedores o que los objetivos militares puedan estar alcanzado mientras que no sea el caso en cuanto a los objetivos políticos.

El uso de principios en el derecho, contrariamente a su aplicación a fin de apreciación o de juicio ha sido rectificadada integralmente. Por tanto el campo general de controversias es el del control en vigor del derecho. La eficiencia del control de estos principios legales se determina en función de las reacciones apropiadas de la instancia encargada del control. A lo mejor estos principios tienen una formulación ambigua y pretenden a lo más inculcar una mentalidad entre los elites que ejercen el mando y el control. Las cosas se determinan de un modo más preciso en base a la experiencia del jefe militar, de los combates et del examen crítico de la enseñanza de la doctrina. Se aplica aquí la misma formula general que se trate de principios dirigidos a la apreciación o a la orientación o de principios en los cuales se fundan las normas de derecho.

Los estudios tendiente a definir el elemento principal qui contribuya a ganar batallas y guerras indican que entre todos los tópicos relativos a las victorias militares, imprescindiblemente hay que dar más peso a la superioridad al nivel del mando militar y de los comandantes militares.

El mando militar concede mucha importancia a la experiencia o por lo menos a la asimilación de los impactos de la experiencia. Así es cómo la guerra espacial ha conducido a tan poco en lo que respecta a la práctica militar que los principios y la doctrina referente a este tipo de guerra se presentan actualmente como en su estadio de desarrollo inicial. La pregunta que se plantea en cada uno de este contexto es de saber quién toma la decisión, a saber quién interpreta, aplica, modifica, invoca, denuncia y hace respetar los principios. La respuesta a esta pregunta determina quién controla — en virtud del derecho o no. Esta respuesta se manifiesta que esta pregunta se plantee en tiempo de paz o en tiempo de guerra.

---